Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 DÉCEMBRE 1868.

Suppression de la formalité du visa exécutoire des rôles des contributions directes par les Gouverneurs (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. JACQUEMYS.

MESSIEURS,

Nos diverses lois, fixant l'impôt foncier et personnel, le droit de patente, de débit de boissons et de tabacs, les redevances des mines, stipulent que les rôles ne sont exécutoires qu'après avoir été rendus tels par les Gouverneurs de province.

On évalue de quarante à cinquante mille les signatures que les Gouverneurs de province apposent sur des pièces de comptabilité, en suite de ces dispositions.

M. le Ministre des Finances a déposé, dans la séance du 2 décembre, un projet de loi destiné à dispenser MM. les Gouverneurs de ce grand et fastidieux travail, qui ne présente aucune utilité réelle.

La prescription de ces visas se justifiait lorsque les impôts étaient répartis par les autorités locales, et que la perception en était faite par des adjudicataires. Elle ne se justifie plus aujourd'hui, que les rôles sont calculés d'après les bases déclarées par les contribuables et conformément aux lois. Le visa se réduit donc à un travail mécanique peu digne du haut fonctionnaire dont on le réclame, et il y a lieu de s'étonner qu'il ait été maintenu jusqu'à ce jour.

On ne comprend pas davantage que les contraintes, en matière d'impôts directs, doivent être visées par les Gouverneurs, alors que les directeurs des contributions des provinces sont bien plus à même d'apprécier l'opportunité des poursuites.

En conséquence, la section centrale, qui avait été nommée pour l'examen du Budget des Finances, et constituée en commission spéciale pour l'examen de ce projet de loi, vous en propose à l'unanimité l'adoption.

Le Rapporteur,
E. JACQUEMYS.

Le Président,
A. MOREAU.

(1) Projet de loi, n^o 19.

(2) La commission était composée de MM. MOREAU, *président*, JULLIOT, DESCAMPS, DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, BOUVIER-EVENEPOEL, JACQUEMYS et BEKE.